

**L'hon. M. Pearson:** Monsieur l'Orateur, la version que l'honorable député de Digby-Annapolis-Kings (M. Nowlan) a donnée de l'affaire, et je cite un extrait de son allocution à la radio, c'est que nous avons sérieusement endommagé notre Commonwealth de nations. La Chambre sait ce qui est arrivé, monsieur l'Orateur, et je n'en rappellerai pas le détail puisque la Chambre a été mise au courant. Le Royaume-Uni a pris une certaine mesure militaire qui lui semblait parfaitement justifiée et que nous n'avons pas condamnée mais déplorée, une certaine mesure militaire qui est arrivée comme une surprise absolue et qui a été prise sans aucun préavis aux autres membres du Commonwealth ni aux États-Unis.

J'en arrive maintenant à la division du Commonwealth et à l'accusation suivant laquelle nous avons gravement endommagé le Commonwealth en provoquant cette division. Trois membres asiatiques du Commonwealth se sont fermement opposés à cette action dès le début, et par conséquent, le Commonwealth était effectivement gravement divisé et mis en péril. Il n'y a aucun doute à cet égard. C'est un facteur qui contraignait plus ou moins le gouvernement canadien à accomplir un tour de force s'il voulait appuyer le Commonwealth sur cette question, ce qu'on nous a reproché de ne pas faire, à moins d'admettre, ce que nous du moins, ne ferons pas, qu'il faut en éliminer les quatre cinquièmes de sa population.

**M. Green:** Vous auriez pu attendre.

**L'hon. M. Pearson:** La division du Commonwealth sur cette question s'est manifestée lors du vote sur la résolution fondamentale du 2 novembre qui réclamait un cessez-le-feu à Suez. Trois des 64 membres appuyant cette résolution appartenaient au Commonwealth; trois des six membres s'opposant à cette résolution appartenaient eux aussi au Commonwealth et deux des abstentionnistes étaient également membres du Commonwealth. Nous étions bien divisés, monsieur l'Orateur.

Qu'a donc essayé de faire le Canada?

**Une voix:** Rien.

**L'hon. M. Pearson:** Nous avons cherché à faire l'union des pays du Commonwealth et à contribuer à la préservation de la paix en prenant l'initiative d'une proposition, que tous les membres du Commonwealth et de l'alliance occidentale pouvaient accepter et qu'ils ont de fait acceptée, en faveur de l'intervention des Nations Unies. Nous avons voulu empêcher ainsi que le désaccord ne s'aggrave et que les divergences de vues ne s'élargissent entre les membres de ces deux groupes dont l'unité et la force sont si essentielles à la paix.

[M. l'Orateur.]

Aux yeux du parti conservateur, cependant, nous avons ainsi nuï gravement au Commonwealth. Les conservateurs nous ont reproché l'attitude que nous avons adoptée l'automne dernier aux Nations Unies; cette opposition indique qu'il existe une importante divergence de vues entre les deux partis sur ce point.

**M. Fleming:** Très bien!

**L'hon. M. Pearson:** Cependant, avant de terminer, je veux dire un mot de ce que pensent les autres pays de notre attitude. Au Royaume-Uni, elle a été chaleureusement approuvée par des porte-parole de l'opinion publique comme le *Guardian*, de Manchester, le *Times* de Londres, le *Spectator* et l'*Economist*, pour n'en nommer que quelques-uns, — journaux dont aucun ne reflète les vues du parti travailliste dont l'attitude sur cette question est bien connue.

Hier encore, le *Daily Telegraph*, qui a énergiquement appuyé l'intervention du gouvernement britannique en octobre dernier, déclarait dans un éditorial:

Aucun pays n'a gagné en prestige international aussi vite et aussi manifestement que le Canada. Son rôle à l'ONU, pendant la crise du Moyen-Orient a été important à deux égards. A l'origine il a pris, parmi les nations du Commonwealth, un rôle directeur que la Grande-Bretagne était provisoirement hors d'état d'assurer vu qu'elle était "au banc des accusés". A mesure que les Nations Unies cherchaient à mettre au point leur politique, le Canada a voulu tempérer de sens des réalités le formalisme que l'Assemblée était contrainte d'observer du fait de l'intransigeance afro-asiatique et de la timidité américaine. Bien souvent la voix du Canada a été la seule voix raisonnable à se faire entendre dans le désert de l'irrationnel, des "attentes" ou des "suppositions".

Je cite là, monsieur l'Orateur, le *Daily Telegraph* de Londres.

**Une voix:** Un des grands journaux torys.

**M. Hodgson:** Votre voix a en effet crié dans le désert...

**L'hon. M. Pearson:** Nous entendrons la vôtre plus tard. On a dit que nous avions "poignardé la France dans le dos". Voici ce que disait à ce propos M. Mollet, le Président du Conseil des ministres de France, ici même, il y aura eu huit jours lundi dernier. Je cite:

Quels qu'aient pu être nos désaccords à un moment, je dois souligner le caractère positif et l'extrême utilité des initiatives qu'a prise le Gouvernement canadien dont les interventions, toujours animées de l'esprit le plus amical, ont souvent été décisives.

Et ensuite, monsieur l'Orateur,...

**M. Hodgson:** Pourquoi n'expliquez-vous pas le discours sur les surhommes?